

Pas de régulation Finma pour wemakeit

CROWDFUNDING. La plateforme zurichoise a annoncé qu'elle ne sera pas régulée par l'autorité des marchés financiers. Mais le sujet fait débat au sein des régulateurs.

Wemakeit, la principale plateforme de financement participatif en Suisse (crowdfunding), avait pris l'initiative de contacter la Finma en mai dernier. Après plusieurs mois de réflexion, la Finma a conclu que la plateforme zurichoise ne devait pas faire l'objet d'une surveillance (sous condition que son modèle d'affaires ne varie pas sensiblement). En revanche, la Finma ne s'est pas prononcée globalement au niveau du secteur. Mais il n'est pas impossible qu'elle le fasse prochainement.

Hier parallèlement, l'association internationale des régulateurs financiers (International Organization of Securities Commissions) a publié une note de tra-

vail sur le crowdfunding. En cinq ans le marché aurait doublé chaque année, pour atteindre presque 6 milliards de francs. D'après les premières conclusions du rapport, le crowdfunding ne présente pas pour l'heure de risque systémique, mais doit être surveillé de près. L'organisation anticipe en particulier une harmonisation légale du secteur et proposera des pistes de réflexion à ses membres régulateurs. Hier encore, le site internet de BFM indiquait que la France va simplifier les procédures dans le domaine du crowdfunding (le projet de loi doit être présenté le 14 février). Y compris pour les entreprises. Les start-up auront ainsi le droit de lever

jusqu'à 500.000 euros au moins, et non plus seulement 300.000, sans être obligées de passer par l'Autorité des marchés financiers.

Pour wemakeit, la question de la régulation étant pour l'heure réglée, la plateforme a également communiqué quelques récents développements à l'occasion de son deuxième anniversaire hier. En deux ans près de 550 projets ont été financés (dont une centaine en suisse occidentale) pour un total de 4 millions de francs via 24.500 contributeurs. Avec comme objectif de doubler d'ici 2016, la plateforme devrait atteindre l'équilibre financier à cette échéance. Elle compte aussi étendre la typologie

de projets financés aux projets associatifs et aux organisations à but non lucratif. Pour le sponsoring, les entreprises peuvent aussi passer par la plateforme. C'est le choix qu'a fait récemment la Caisse d'Épargne Riviera à Vevey. Wemakeit pourrait aussi ouvrir un bureau à Genève.

Enfin l'association wemakeit a été reconnue d'utilité publique, ce qui permet aux donateurs de déduire leurs contributions fiscalement. Ceci grâce au modèle hybride de la plateforme où les salariés sont sous contrats avec la Sarl créée à cet effet, mais c'est bien sous une structure associative que les participations financières sont gérées. (MT)

AMA: le volume des fonds a progressé

Le volume total du marché suisse des fonds a progressé de 3,5% ou 24,7 milliards de francs en 2013, pour atteindre la somme record de 745,2 milliards de francs, indique la statistique de la Swiss Funds & Asset Management Association (SFAMA) publiée hier. La SFAMA, anciennement Swiss Fund Association (SFA), note dans son rapport que l'évolution s'est montrée réjouissante du côté des actions et que les obligations n'ont pas subi l'effondrement redouté.

CREDIT SUISSE: émission de nouvelles parts dans son fonds immobilier 1a Immo PK

Credit Suisse envisage d'émettre de nouvelles parts de son fonds immobilier CS 1a Immo PK au premier trimestre 2014. Les informations détaillées (volume, prix etc.) ne seront communiquées que peu de temps avant l'augmentation de capital, indique CS hier. Le produit de cette émission est destiné à développer le portefeuille immobilier du fonds, dont la fortune s'élevait à 3,23 milliards de francs fin septembre 2013, avec 116 immeubles.

SYZ: sous-traitance envisagée

La banque privée Syz a annoncé en interne plancher sur une externalisation de ses services de support (back-office) et informatiques à la société spécialisée B-Source, révèle *Le Temps* hier sur son site internet. Contactée par le quotidien, l'établissement n'a pas souhaité détailler l'avancée de ses réflexions ni sur ses motivations. B-Source, affiliée au développeur de logiciels bancaires Avaloq et basée à Nyon, ne s'est pas montrée plus discrète. L'article rappelle que l'été dernier, la société nyonnaise avait déjà repris les services de support de Deutsche Bank (Switzerland), entraînant le transfert de 80 employés sur le site lémanique. Un an plus tôt, la banque Cramer avait fait le même choix.

TRAJECTOIRES

UBS GENÈVE: nouveau responsable PME

Guillaume Jacquemoud devient responsable de la clientèle PME à UBS Genève. Diplômé en Management entrepreneurial, Guillaume Jacquemoud bénéficie d'une expérience de six années dans la gestion de fortune et de quatre ans auprès de la clientèle de détail. Il succède à Pierre-Claude Favarger, qui rejoint l'équipe de spécialistes Construction & Immobilier en tant que conseiller à la clientèle senior. L'équipe d'accompagnement des PME compte 30 collaborateurs à Genève, sur un total approchant 1800 dans le canton, dont près de 1400 dédiés à la clientèle chez UBS.

BC JURA: nouvelle administratrice nommée

Le gouvernement de la République et Canton du Jura a confirmé hier la nomination de Christina Pamberg, administratrice de sociétés, comme administratrice au conseil d'administration de la Banque Cantonale du Jura. Elle succèdera le 25 avril 2014 à Nicole Gigon, démissionnaire.

AGEFI Partenaires

Evénement



Hes-so
Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale
Fachhochschule Westschweiz

Séminaire

Promotion des investissements directs étrangers entre la Tunisie et la Suisse

Lundi 3 mars 2014

Haute école de gestion Arc, Neuchâtel

Détails et inscription:
www.he-arc.ch/seminaire-ide

L'analyse très bullish du marché chinois

JACQUES MECHELANY. L'ex-CEO de Bank of China Suisse conseille l'achat.

SÉBASTIEN RUCHE

La déconnexion entre la croissance économique et les performances des actions chinoises offre une fenêtre d'opportunité, estime l'ancien CEO de Bank of China Suisse, dorénavant actif dans le conseil macro depuis Beyrouth,

Après avoir sous-performé les marchés actions globaux au cours des cinq dernières années, les actions chinoises ont perdu près de 10% l'an dernier, si bien que le Shanghai Composite Index a retrouvé son niveau de 2008, au plus bas du marché baissier.

Alors pourquoi (re-)venir sur un marché chinois historiquement peu animé, en dehors du violent rally de 2006/2007 et de la forte correction qui a suivi en 2008? «Car les valorisations actuelles atteignent un niveau historiquement bas, à moins de huit fois les bénéfices, et ne reflètent pas le fait que l'économie chinoise a vu sa taille multipliée par huit depuis 2000», explique Jacques Mechelany, détaillant un rapport macro publié en début de semaine par sa société basée au Liban, Mechelany Advisors.

Pour valider sa vision très bullish sur les actions chinoises, l'ancien responsable des fonds chez Heritage à Genève s'appuie sur sa longue pratique de la Chine, avec



JACQUES MECHELANY. L'ancien dirigeant bancaire à Genève est dorénavant installé à Beyrouth.

des premiers voyages dès 1989 et des investissements dès 1994, notamment à travers deux hedge funds.

Autre argument avancé par l'ancien responsable de Julius Baer à Monaco: la performance des entreprises chinoises. Sur les cinq dernières années, elles affichent un taux de croissance annuel moyen de 10% du chiffre d'affaires et de 15% pour les bénéfices (+16% pour les entreprises privées en 2013). Avec d'importantes réserves de cash, les sociétés chinoises ont augmenté leur dividende de 12% par année en moyenne. L'absence de performance des marchés actions s'explique selon Jacques Mechelany par l'absence des investisseurs locaux: «malgré leur épargne élevée, les individus n'investissent pas dans les actions et il n'existe pas de marché institutionnel à proprement parler». Les investisseurs étrangers attribuent une très faible pondération aux titres chinois «alors que certaines sociétés sont leaders mondiaux dans leur secteur», tandis que les hedge funds sont short en ce début d'année.

«Ces acteurs n'ont pas réalisé que la Chine n'est plus un pays émergent ou un BRIC, mais la deuxième économie mondiale et

probablement la première d'ici dix ans», poursuit l'ancien dirigeant bancaire, par ailleurs toujours impliqué dans une société californienne d'archivage sécurisé sur internet (i-memorial.net et lifekeep.com).

Comme souvent en Chine, le changement pourrait provenir du gouvernement central: «après avoir encouragé une culture des actions entre 2005 et 2008, les autorités ont pris peur devant le risque de spéculation et cherché à atténuer les flux d'épargne vers les marchés. Depuis, ces capitaux se sont reportés sur le shadow banking ou des produits qui atteignent actuellement leurs limites». De quoi justifier certaines annonces effectuées dans le cadre 3^e plenum du 18^e congrès, en novembre dernier: la réforme du système financier et la libéralisation des investissements privés.

Tout en reconnaissant qu'il est impossible de prévoir le plancher d'un marché, Jacques Mechelany s'attend à un marché haussier pour les cinq prochaines années, qui devrait porter les valorisations à un niveau moyen de 25 fois et un indice CSI300 en hausse de 500% sur la période. Selon lui, la Chine s'apprête à connaître le même développement que le Japon dans les années 1980, mais avec une plus grande ampleur encore. ■

LA CHINE SE TROUVE

DANS LA MÊME

SITUATION

QUE LE JAPON

AU DÉBUT

DES ANNÉES 1980.

AGENDA

JEUDI 6 FÉVRIER

Credit Suisse: résultats T4
Emmi: chiffre d'affaires 2013
Energiedienst: résultats 2013
Banque Coop: résultats 2013
Swisscom: résultats 2013
Seco: climat de consommation janvier
AFD: commerce extérieur décembre et 2013
FH: exportations horlo. décembre et 2013
CP annuelle de l'Association suisse des fonderies, Saint-Gall
BC de Bâle: indice des maisons individuelles

VENDREDI 7 FÉVRIER

Ems-Chemie: résultats 2013
Vontobel: résultats 2013
BC des Grisons: résultats 2013
BNS: réserves de devises à fin janvier
OFS: chiffres d'affaires du commerce de détail décembre
CP de l'Association suisse d'assurances
PEH: résultats sur 9 mois

LUNDI 10 FÉVRIER

SECO: statistiques du chômage janvier

Unigestion à Toronto

La succursale sera dirigée par Heather Cooke. Ancienne associée chez Mercer.

Le spécialiste de la gestion d'actifs Unigestion a annoncé hier l'ouverture d'un bureau à Toronto au Canada, dans le cadre de son expansion hors d'Europe. La succursale sera dirigée par Heather Cooke, ancienne associée chez Mercer. «L'ouverture du bureau de Toronto est une étape majeure dans l'expansion des activités d'Unigestion au-delà de ses marchés européens traditionnels», a-t-il indiqué. Selon la directrice générale (CEO) d'Unigestion, Fiona Frick, le Canada «représente désormais l'un des marchés stratégiques» de la société. Unigestion compte près de 400 millions de francs d'actifs sous gestion au Canada via de «prestigieux mandats». Au total, la société dispose de 13,4 milliards de francs d'actifs sous gestion. Cette dernière a estimé que «ses services d'investissement répondent parfaitement aux besoins des investisseurs institutionnels situés au Canada, où les fonds de pension, les fonds de dotation et les fondations cherchent à diversifier leur pool de gérants et sont ouverts à des solutions innovantes et originales». ■

CLIENTIS: démission du président de la direction

Le groupe bancaire Clientis a annoncé mercredi le départ du président de la direction Hans-Ulrich Stucki pour fin février. Après plus de dix ans d'activité chez Clientis, M. Stucki a souhaité «donner une nouvelle orientation à sa carrière professionnelle». Le président sortant «continuera d'encadrer le conseil d'administration dans des projets en cours durant les mois à venir», a précisé Clientis dans un communiqué. Le directeur financier (CFO) Roger Auderset prendra la présidence de la direction de manière intérimaire. Sous sa direction, «le groupe poussera la mise en oeuvre de la stratégie, l'objectif étant d'augmenter les revenus et d'économiser des coûts», selon le communiqué. Durant son mandat, M. Stucki a réussi à «positionner sur le marché financier Clientis en tant que groupe important parmi les banques régionales, à mettre à profit les synergies entre les banques membres, et enfin à consolider et pousser l'intégration du groupe contractuel», a souligné le groupe.